L

MTL.

11 SEP 1962
Coordination (1)

L.8027/1/V.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Justice, le 10 juillet 1962, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les articles 55 et 61 de la loi sur la révision du régime hypothécaire du 16 décembre 1851", a donné le 19 juillet 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 10e juli 1962 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de artikelen 55 en 61 van de wet van 16 december 1851 houdende herziening der wet over de hypotheken", heeft de 19e juli 1962 het volgend advies gegeven :

C.E. - R.G.
Entrée
11.IX.62
N° 3085

Le projet a pour but de modifier les articles 55 et 61 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851.

L'article 55 prévoit dans quelles conditions le conseil de famille peut ordonner au tuteur de verser à la Caisse des dépôts et consignations des capitaux revenant au mineur ou à l'interdit, en attendant leur emploi.

Le projet entend substituer à la Caisse des dépôts et consignations la Caisse générale d'épargne et de retraite, celle-ci étant, selon l'exposé des motifs, "d'un fonctionnement plus simple et d'un rapport plus productif". En conséquence, le projet remplace dans l'article 55 les mots "Caisse des dépôts et consignations" par "Caisse générale d'épargne et de retraite".

Le nouvel article 61, qui fait l'objet de l'article 1er du projet, dispose que les capitaux non exigibles, les créances à terme qui ne doivent échoir qu'après la majorité du pupille ainsi que tous les capitaux dont le versement n'avait pas été prévu lors de l'ouverture de la tutelle, sont versés à la Caisse générale d'épargne et de retraite.

Les articles 57 et 58 de la loi hypothécaire où il est question de la Caisse des dépôts et consignations et qui forment un ensemble avec les articles 55 et 61, devraient eux aussi être mis en concordance avec ces derniers articles.

.../...

D'autre part, la tutelle des enfants confiés aux commissions d'assistance publique est régie non seulement par les dispositions du Code civil mais aussi par certaines dispositions de la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique. L'article 81, alinéa 1er, de cette loi dispose :

"Les capitaux qui appartiennent ou échoient aux enfants confiés à une commission d'assistance sont placés à la Caisse générale d'épargne et de retraite".

Certaine doctrine (Administratief Lexicon, V° Deposito - en consignatiekas, n°24), considère que l'article 81, alinéa 1er, a été modifié implicitement par l'article 1er de l'arrêté royal n°150 du 18 mars 1935 aux termes duquel la Caisse des dépôts et consignations est chargée "à l'exclusion de tout autre organisme, de recevoir et de rembourser : 1° les dépôts et consignations en numéraire ou en valeurs, imposés ou autorisés par une disposition légale ou réglementaire".

Si cette interprétation est la bonne, les capitaux qui appartiennent ou échoient à des enfants confiés à une commission d'assistance publique doivent être versés non pas à la Caisse générale d'épargne et de retraite ainsi que l'avait prévu la loi du 10 mars 1925, mais à la Caisse des dépôts et consignations.

Etant donné le but que le projet se propose d'atteindre, l'article 81 de la loi du 10 mars 1925, tel qu'il aurait été implicitement modifié par l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935, devrait être mis en concordance avec le projet.

\+

\+ \+

.../...

L'article 1er du projet remplace l'article 61 de la loi hypothécaire.

Il tend à préciser le champ d'application de l'article 61 en faisant suivre les expressions "capitaux non exigibles" et "créances à terme qui ne doivent échoir qu'après la majorité du pupille", par les mots : "ainsi que tous les capitaux dont le versement n'avait pu être prévu lors de l'ouverture de la tutelle".

Le Gouvernement entend ainsi faire consacrer par voie législative l'interprétation que la doctrine actuelle donne à l'article 61. Selon elle, en effet, l'article 61 vise toutes les rentrées imprévues de capitaux, rentrées dont il n'a, par conséquent, pu être tenu compte lors de la détermination de l'hypothèque légale (De Page, II, n° 181; Kluyskens, Personen - en Familierecht, 2e éd. n° 729, p.656).

Toutefois, les mots "capitaux non exigibles" qui figurent à l'article 61 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 ont donné lieu à des interprétations divergentes.

Dans la doctrine, deux opinions se sont fait jour. Selon la première de ces opinions, l'article 61 vise exclusivement les rentrées de capitaux qui se produisent au cours de la tutelle , et que le conseil de famille n'a pu prévoir en fixant le montant de la somme pour laquelle inscription a été prise sur les biens du tuteur. Ces capitaux sont, par exemple, ceux qui par leur nature, ne sont pas exigibles telles les rentes qui sont converties en capital ou les créances à terme qui ne doivent échoir qu'après la majorité et son remboursées anticipativement.

.../...

Dans une seconde opinion, l'article 61 s'appliquerait même aux capitaux remboursables durant la minorité, dès lors que le remboursement interviendrait avant l'échéance fixée. Elle se fonde sur une interprétation littérale des termes "capitaux non exigibles" auquel recourt l'article (voir R.P.D.B. , V° Hypothèques et privilèges immobiliers, n^{os} 1684 et suivants).

Selon les renseignements donnés par le délégué du Gouvernement, celui-ci se rallierait à la première opinion qui est aussi celle de la majorité de la doctrine. L'article 61 nouveau ne s'appliquerait donc pas à des créances à terme qui doivent venir à échéance pendant la minorité, mais qui sont remboursées anticipativement.

Dans ces conditions, il conviendrait de supprimer les mots "capitaux non exigibles", puisque leur maintien dans le projet pourrait créer une équivoque. Le nouveau membre de phrase "ainsi que tous les capitaux dont le versement n'avait pu être prévu lors de l'ouverture de la tutelle", couvrira tous les cas qui rentrent sous l'expression "capitaux non exigibles" de l'article 61 actuel , tel qu'il est interprété par ceux qui adoptent la première des deux opinions citées.

Le projet prévoit que les capitaux dont il vient d'être question sont versés à la Caisse générale d'épargne et de retraite à un compte spécial au nom du mineur portant mention expresse de ce qu'il est ouvert en exécution du présent article. Il ajoute : "Seul le paiement selon cette modalité est libératoire".

.../...

Cette dernière disposition, qui concerne les tiers débiteurs du mineur, est rédigée de manière trop absolue. Elle ne tient pas suffisamment compte de l'article 1241 du Code civil selon lequel le payement fait au mineur n'est point valable, à moins que le débiteur ne prouve que la chose a tourné à son profit. Le projet respecterait mieux ce principe auquel, semble-t-il, le Gouvernement n'entend pas déroger, s'il disposait : "Tout autre mode de payement qui préjudicierait au mineur n'est pas libératoire".

Le nouvel article 61 prévu par le projet mentionn à trois reprises le mineur, mais ne parle pas de l'interdit

L'assimilation établie par l'article 509 du Code civil entre le mineur et l'interdit en ce qui concerne leurs biens rendrait la mention de l'interdit superflue, si la loi hypothécaire n'avait pas mentionné à la fois ces deux incapables dans les articles qui précèdent et suivent l'article 61.

Pour cette raison, il convient de faire mention également du mineur et de l'interdit dans l'article 61 nouveau.

Enfin, c'est par erreur que l'article 61 nouveau vise l'article 55 de la loi hypothécaire. Cette erreur a déjà été commise par la loi du 16 décembre 1851. Le texte actuel de l'article 61 de cette loi vise l'article 55, alors qu'en réalité la disposition qui eut dû être visée est l'article 57 (voyez Martou, Des privilèges et hypothèques, 1855, t. Ier, n°874; Kluyskens, Voorrechten en hypotheken , 2e éd. , n° 217, p. 210).

\+

\+ \+

.../...

Le texte proposé ci-après tient compte des observations qui précèdent, et apporte, en outre, au proje quelques modifications de forme ne nécessitant pas de commentaire.

PROJET DE LOI MODIFIANT LES ARTICLES 55, 57, 58 ET 61 DE LA LOI DU 16 DECEMBRE 1851 SUR LA REVISION DU REGIME HYPOTHECAIRE ET MODIFIANT L'ARTICLE 1er DE L'ARRETE ROYAL N° 150 DU 18 MARS 1935 COORDONNANT LES LOIS RELATIVES A L'ORGANISATION ET AU FONCTIONNEMENT DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS ET Y APPORTANT DES MODIFICATIONS EN VERTU DE LA LOI DU 31 JUILLET 1934.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Finances sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

§ 1er. Dans les articles 55 et 57 de la loi du 16 décembre 1851 sur la revision du régime hypothécaire, les mots "Caisse des dépôts et consignations" sont remplacés par les mots "Caisse générale d'épargne et de retraite".

.../...

§ 2. Dans l'article 58 de la même loi, les mots "Caisse des consignations" sont remplacés par les mots "Caisse générale d'épargne et de retraite".

Article 2.-

L'article 61 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 61.- Les créances à terme qui ne doivent échoir qu'après la majorité du pupille ainsi que tous les capitaux revenant à des mineurs ou à des interdits dont le versement n'avait pu être prévu lors de l'ouverture de la tutelle, sont versés à la Caisse générale d'épargne et de retraite à un compte spécial au nom du mineur ou de l'interdit, portant mention expresse que ce compte est ouvert en exécution du présent article. Tout autre mode de payement qui préjudicierait au mineur ou à l'interdit n'est pas libératoire.

Le conseil de famille peut, après ce versement, autoriser le tuteur, soit à faire emploi des capitaux portés au compte spécial ainsi qu'il est dit à l'article 57, soit à les affecter en tout ou en partie aux frais d'entretien ou d'éducation du mineur ou de l'interdit, soit à les conserver et à les faire valoir ; dans ce dernier cas, l'autorisation peut être subordonnée à une hypothèque à donner ou à un cautionnement à fournir par le tuteur".

.../...

Article 3.-

L'article 1er, 1°, de l'arrêté royal n°150 du 18 mars 1935 coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des dépôts et consignations et y apportant des modifications en vertu de la loi du 31 juillet 1934, est complété par les mots "à l'exception de ceux prévus par l'article 81 de la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique".

Donné à , , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre des Finances,

Het ontwerp strekt tot wijziging van de artikelen 55 en 61 van de hypotheekwet van 16 december 1851.

Artikel 55 bepaalt onder welke voorwaarden de familieraad de voogd kan bevelen dat hij kapitalen die de minderjarige of onbekwaamverklaarde toekomen, in de Deposito- en Consignatiekas zal storten in afwachting dat zij worden belegd.

Omdat, aldus de memorie van toelichting, "haar werkwijze eenvoudiger is en er een hogere rente kan worden verkregen", wil nu het ontwerp de Algemene Spaar- en Lijfrentekas in de plaats van de Deposito- en Consignatiekas stellen; daarom vervangt het in artikel 55 de woorden "Deposito- en Consignatiekas" door "Algemene Spaar- en Lijfrentekas".

Het nieuwe artikel 61, dat het onderwerp vormt van artikel 1 van het ontwerp, stelt dat de niet opeisbare kapitalen, de schuldvorderingen met tijdsbepaling die eerst na de meerderjarigheid van de pupil zullen vervallen, alsmede alle kapitalen waarvan de betaling bij het openvallen van de voogdij niet kon worden voorzien, in de Algemene Spaar- en Lijfrentekas worden gestort.

Ook de artikelen 57 en 58 van de hypotheekwet, waarin sprake is van de Deposito- en Consignatiekas en die met de artikelen 55 en 61 een geheel uitmaken, zouden met deze in overeenstemming moeten worden gebracht.

.../...

Voorts is de voogdij van aan commissies van openbare onderstand toevertrouwde kinderen niet alleen aan de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek,maar nog aan sommige bepalingen van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand onderworpen. Artikel 81, eerste lid, van die wet zegt :

"Het kapitaal dat toebehoort of ten deel valt aan de kinderen die aan een commissie van onderstand toevertrouwd zijn,wordt ter Algemene Spaar- en Lijfrentekas belegd".

Een bepaalde rechtsleer (Administratief Lexicon, V° Deposito- en Consignatiekas, nr 24) neemt aan, dat artikel 81, eerste lid, impliciet gewijzigd is door artikel 1 van het koninklijk besluit nr 150 van 18 maart 1935, volgens hetwelk de Deposito- en Consignatiekas "met uitsluiting van elk ander organisme, belast is met de ontvangst en de terugbetaling van : 1° de deposito's en consignaties in specie of in effecten, opgelegd of toegelaten bij een wettelijke of reglementaire beschikking".

Is die opvatting de goede, dan moeten kapitalen, toebehorend of ten deel vallend aan kinderen die aan een commissie van openbare onderstand toevertrouwd zijn, niet, zoals de wet van 10 maart 1925 voorschrijft,in de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, maar in de Deposito- en Consignatiekas worden gestort.

Gelet op het door het ontwerp beoogde doel lijkt het noodzakelijk artikel 81 van de wet van 10 maart 1925, zoals het bij het koninklijk besluit nr 150 van 18 maart 1935 impliciet zou zijn gewijzigd, met het ontwerp in overeenstemming te brengen.

+

+ +

.../...

Artikel 1 van het ontwerp vervangt artikel 61 van de hypotheekwet.

Het bedoelt de werkingssfeer van artikel 61 nader te omschrijven door aan de uitdrukkingen "niet opeisbare kapitalen" en "schuldvorderingen met tijdsbepaling die eerst na de meerderjarigheid van de pupil zullen vervallen" de woorden toe te voegen : "alsmede alle kapitalen waarvan de betaling bij het openvallen van de voogdij niet kon worden voorzien".

De Regering wil aldus de interpretatie welke de hedendaagse rechtsleer aan artikel 61 geeft, langs wetgevende weg doen bekrachtigen. Volgens die interpretatie immers doelt artikel 61 op alle onvoorziens binnenkomende kapitalen, waarmede dus bij de bepaling van de wettelijke hypotheek geen rekening kon worden gehouden (De Page, II, nr 181; Kluyskens, Personen- en Familierecht, 2e druk, nr 729, blz. 656).

De in artikel 61 van de hypotheekwet van 16 december 1851 gebruikte woorden "niet opeisbare kapitalen" zijn echter op uiteenlopende wijze uitgelegd.

Twee opvattingen worden in de rechtsleer voorgestaan. Volgens een eerste doelt artikel 61 uitsluitend op kapitalen die gedurende de voogdij binnenkomen en die de familieraad niet kon voorzien toen hij het bedrag vaststelde waarvoor hypothecaire inschrijving op de goederen van de voogd is genomen. Dit zijn onder meer de kapitalen die uit de aard der zaak zelf niet opeisbaar zijn, zoals renten die in kapitaal worden omgezet of schuldvorderingen met tijdsbepaling die eerst na de meerderjarigheid vervallen en waarvan vervroegde terugbetaling plaatsheeft.

.../...

Naar een tweede opvatting, die steunt op een letterlijke interpretatie van de termen "niet opeisbare kapitalen", zou artikel 61 zelfs toepasselijk zijn op kapitalen die gedurende de minderjarigheid terugbetaalbaar zijn, als de terugbetaling maar vóór de gestelde vervaldag plaats heeft (zie R.P.D.B. , V° Hypothèques et privilèges immobiliers, nrs 1684 en volgende).

Volgens de inlichtingen verstrekt door de gemachtigde ambtenaar zou de Regering de eerste, in de rechtsleer trouwens overwegende opvatting onderschrijven. Het nieuwe artikel 61 zou geen toepassing vinden op schuldvorderingen met tijdsbepaling die gedurende de minderjarigheid vervallen maar waarvan vervroegde terugbetaling plaatsheeft.

De woorden "niet opeisbare kapitalen" moeten dus worden geschrapt, aangezien het behoud ervan tot dubbelzinnigheid kan leiden. Het nieuwe zinsdeel "alsmede alle kapitalen waarvan de betaling bij het openvallen van de voogdij niet kon worden voorzien" zal dienen voor alle gevallen die onder de uitdrukking "niet opeisbare kapitalen" van het tegenwoordige artikel 61, zoals de voorstanders van de eerste opvatting dit uitleggen, kunnen worden gebracht.

Het ontwerp bepaalt, dat de evenbedoelde kapitalen in de Algemene Spaar- en Lijfrentekas worden gestort op een speciale rekening, ten name van de minderjarige, met de uitdrukkelijke vermelding dat zij ter uitvoering van dit artikel wordt geopend. Het voegt hieraan toe : "Alleen de betaling op die wijze bevrijdt".

.../...

Deze bepaling, die doelt op de derden schuldenaars van de minderjarige, is te absoluut gesteld. Zij houdt onvoldoende rekening met artikel 1241 van het Burgerlijk Wetboek, krachtens hetwelk de betaling aan de minderjarige gedaan niet geldig is, tenzij de schuldenaar bewijst dat de minderjarige uit die betaling voordeel heeft getrokken. Dit beginsel, waarvan de Regering blijkbaar niet wenst af te wijken, zou beter in acht genomen zijn indien de tekst als volgt luidde : "Enige andere wijze van betaling die de minderjarige nadeel mocht toebrengen is niet bevrijdend".

Het door het ontwerp nieuw voorgestelde artikel 61 spreekt tot driemaal toe van de minderjarige maar laat de onbekwaamverklaarde onvermeld.

De gelijkstelling, in artikel 509 van het Burgerlijk Wetboek, van de minderjarige en de onbekwaamverklaarde wat hun goederen betreft, zou de vermelding van de laatste nutteloos maken, was het niet dat de hypotheekwet beide onbekwamen naast elkander noemt in de artikelen die aan artikel 61 voorafgaan of erop volgen.

Daarom vermelde men de minderjarige en de onbekwaamverklaarde ook in het nieuwe artikel 61.

Ten slotte verwijst het nieuwe artikel 61 ten onrechte naar artikel 55 van de hypotheekwet. Die vergissing is reeds begaan in de wet van 16 december 1851.

.../...

De tegenwoordige tekst van artikel 61 van deze wet verwijst naar artikel 55, waar in werkelijkheid artikel 57 behoorde te worden aangehaald (zie Martou, Des privilèges et hypothèques, 1855, T. I , nr 874 ; Kluyskens, Voorrechten en Hypotheken, 2e dr., nr 217, blz. 210).

+

+ +

De hierna voorgestelde tekst houdt met de bovenstaande opmerkingen rekening en bevat daarenboven enkele vormverbeteringen die geen commentaar behoeven.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE WIJZIGING VAN DE ARTIKELEN 55, 57, 58 en 61 VAN DE WET VAN 16 DECEMBER 1851 OP DE HERZIENING VAN HET HYPOTHEEKSTELSEL, EN VAN ARTIKEL 1 VAN HET KONINKLIJK BESLUIT NR 150 VAN 18 MAART 1935 TOT SAMENSCHAKELING VAN DE WETTEN BETREFFENDE DE INRICHTING EN DE WERKING VAN DE DEPOSITO- EN CONSIGNATIEKAS EN TOT AANBRENGING VAN WIJZIGINGEN DAARIN KRACHTENS DE WET VAN 31 JULI 1934.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze groet.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Financiën zijn gelast in Onze Naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

.../...

Artikel 1.-

§ 1. In de artikelen 55 en 57 van de wet van 16 december 1851 op de herziening van het hypotheekstelsel worden de woorden "Deposito- en Consignatiekas" vervangen door de woorden "Algemene Spaar- en Lijfrentekas".

§ 2. In artikel 58 van dezelfde wet wordt het woord "Consignatiekas" vervangen door de woorden "Algemene Spaar- en Lijfrentekas".

Artikel 2.-

Artikel 61 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 61.- Schuldvorderingen met tijdsbepaling die eerst na de meerderjarigheid van de pupil zullen vervallen alsmede alle kapitalen die aan minderjarigen of onbekwaamverklaarden toekomen, waarvan de betaling bij het openvallen van de voogdij niet kon worden voorzien, worden in de Algemene Spaar- en Lijfrentekas op een speciale rekening ten name van de minderjarige of van de onbekwaamverklaarde gestort ; deze rekening draagt uitdrukkelijke vermelding dat zij ter uitvoering van het tegenwoordige artikel is geopend. Enige andere wijze van betaling die de minderjarige of de onbekwaamverklaarde nadeel mocht toebrengen, is niet bevrijdend.

.../...

De familieraad kan, nadat die storting is geschied, de voogd machtigen hetzij om de op de speciale rekening staande kapitalen te beleggen zoals in artikel 57 bepaald is, hetzij om ze geheel of ten dele te gebruiken voor het onderhoud of de opvoeding van de minderjarige of van de onbekwaamverklaarde, hetzij om ze te bewaren en productief te maken ; in dit laatste geval kan de machtiging afhankelijk gesteld worden van een door de voogd te verlenen hypotheek of borgtocht".

Artikel 3.-

Artikel 1, 1°, van het koninklijk besluit nr 150 van 18 maart 1935 tot samenschakeling van de wetten betreffende de inrichting en de werking van de Deposito- en Consignatiekas en tot aanbrenging van wijzigingen daarin krachtens de wet van 31 juli 1934 wordt aangevuld met de volgende woorden : "behalve die bedoeld in artikel 81 van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand".

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président
de Heren : raadsheer van State, voorzitter

A. MAST, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,

P. ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.